

A

Informations générales

Veillez fournir les coordonnées pour les éventuelles questions complémentaires. Les coordonnées seront traitées de manière confidentielle.

Pays

Organisme gouvernemental

Département

Nom du contact

Poste

Numéro de téléphone

Email

C2

Statistiques de cas

Confiscations d'avoirs, 2010–2019

Dans cette section, veuillez fournir des détails sur les efforts de recouvrement international d'avoirs impliquant votre juridiction dans lesquels des produits de la corruption **ont été confisqués dans votre juridiction—ou à la demande de votre juridiction**—entre le 1er janvier 2010 et le 31 décembre 2019.

Les cas dans lesquels des avoirs ont été restitués à une autre juridiction sont traités dans la [section C1 ci-dessus](#). Les restrictions / saisies / gels provisoires sur les avoirs sont traités dans la [section C3 ci-dessous](#).

Ne signaler qu'un cas par table. En dessous, une place est prévue pour 5 cas. Pour inclure plus de 5 cas dans cette sous-section, veuillez télécharger à nouveau ce questionnaire et ne remplir que la section A et tous les autres cas de la section C.

Pour plus de détails sur les critères applicables aux cas de recouvrement international d'avoirs inclus dans cette étude, veuillez-vous reporter aux notes explicatives [p. 4](#).

Titre du cas¹**Juridiction étrangère impliquée²**

Rôle de votre juridiction dans cette affaire	Pays d'origine	Pays de localisation de l'avoir	Pays de transit
	Pays ayant engagé une action en justice pour recouvrer le produit de la corruption		
	Un rôle différent :		

Montant de l'avoir et devise (au moment de la confiscation)³	Montant de l'avoir	Monnaie
--	--------------------	---------

Date des décisions(s) de confiscation⁶	Date (mois / année ou période) Juridiction
--	---

Exécution des ordonnances de confiscation	Date (mois / année ou période) Juridiction
--	---

Type d'avoir au moment de la confiscation (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier
	Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau
	Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux
	Autre :		

Date de l'ordre de gel / saisie des avoirs⁷ ?	Date (mois / année ou période) Juridiction
---	---

Exécution d'une ordonnance de gel / saisie d'avoirs ?	Date (mois / année ou période) Juridiction
--	---

Comment le gel / saisie des avoirs a-t-il été initié ?	Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire du pays d'origine Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire d'un pays tiers Par une enquête nationale menée par les autorités répressives (indépendamment de la demande étrangère) Par une action de la CRF pour suspendre les transactions suspectes ⁸ Par une action indépendante d'une institution financière ⁹ Différemment :
---	--

Quelle était la base légale de la coopération internationale ? (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	CNUCC	Traité bilatéral d'entraide judiciaire
	Réciprocité	N / A
	Autre base légale (y compris les autres traités multilatéraux) :	

Quelle était la base légale de la confiscation des avoirs ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation Confiscation sans condamnation (BCN) Actions civiles privées (y compris procédure d’insolvabilité) Exécution d’une ordonnance de confiscation pénale étrangère Exécution de la décision de confiscation d’une BCN étrangère Autre :	Confiscation administrative Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère Règlement N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)
Quels réseaux ou partenariats de restitution d’avoirs ont été utilisés pour faciliter cet effort de restitution d’avoirs ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	ARIN-AP ARIN-CARIB ARIN-EA ARINSA ARIN-WA ARIN-WCA Autre :	CARIN Groupe Egmont RRAG IACCC ARO de l’UE Réseau de points focaux mondiaux INTERPOL / StAR ICAR
Existe-t-il / y a-t-il eu une enquête / poursuite nationale concernant cette affaire : 1) dans le pays d’origine, 2) dans le pays de localisation d’avoirs? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Oui, dans le pays d’origine Non Si OUI : Quel est le statut de l’enquête / de la poursuite? Pays d’origine: Pays de localisation d’avoirs: Résultat:	Oui, dans le pays de localisation d’avoirs Je ne sais pas En cours Conclu Je ne sais pas En cours Conclu Je ne sais pas
Un accord est-il prévu pour la restitution et le décaissement des avoirs confisqués ?	Oui, un accord en vertu de l’article 57 (5) de la Convention des Nations Unies contre la corruption est prévu Oui, un accord de partage des avoirs est prévu Oui, un autre accord est prévu : Pas d’accord	

Y a-t-il d’autres facteurs spécifiques qui ont contribué à rendre la confiscation possible dans ce cas ? Par exemple : une équipe d’enquête conjointe internationale, utilisation de mesures d’enquête spécifiques (par exemple, Ordre de la richesse inexplicée au Royaume-Uni), application de la loi sur l’enrichissement illicite, utilisation du pouvoir de la CRF de suspendre des transactions suspectes, utilisation de mesures de confiscation de valeur équivalente, engagement de personnes privées conseil pour agir au nom du pays d’origine.

 Veuillez ajouter un autre cas sur la page suivante ou [passez à la section C3](#)

Titre du cas¹Juridiction étrangère impliquée²

Rôle de votre juridiction dans cette affaire	Pays d'origine	Pays de localisation de l'avoir	Pays de transit
	Pays ayant engagé une action en justice pour recouvrer le produit de la corruption		
	Un rôle différent :		

Montant de l'avoir et devise (au moment de la confiscation)³	Montant de l'avoir	Monnaie
--	--------------------	---------

Date des décisions(s) de confiscation⁶	Date (mois / année ou période) Juridiction
--	---

Exécution des ordonnances de confiscation	Date (mois / année ou période) Juridiction
--	---

Type d'avoir au moment de la confiscation (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier
	Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau
	Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux
	Autre :		

Date de l'ordre de gel / saisie des avoirs⁷ ?	Date (mois / année ou période) Juridiction
---	---

Exécution d'une ordonnance de gel / saisie d'avoirs ?	Date (mois / année ou période) Juridiction
--	---

Comment le gel / saisie des avoirs a-t-il été initié ?	Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire du pays d'origine Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire d'un pays tiers Par une enquête nationale menée par les autorités répressives (indépendamment de la demande étrangère) Par une action de la CRF pour suspendre les transactions suspectes ⁸ Par une action indépendante d'une institution financière ⁹ Différemment :
---	--

Quelle était la base légale de la coopération internationale ? (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	CNUCC	Traité bilatéral d'entraide judiciaire
	Réciprocité	N / A
	Autre base légale (y compris les autres traités multilatéraux) :	

Quelle était la base légale de la confiscation des avoirs ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation Confiscation sans condamnation (BCN) Actions civiles privées (y compris procédure d’insolvabilité) Exécution d’une ordonnance de confiscation pénale étrangère Exécution de la décision de confiscation d’une BCN étrangère Autre :	Confiscation administrative Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère Règlement N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)
Quels réseaux ou partenariats de restitution d’avoirs ont été utilisés pour faciliter cet effort de restitution d’avoirs ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	ARIN-AP ARIN-CARIB ARIN-EA ARINSA ARIN-WA ARIN-WCA Autre :	CARIN Groupe Egmont RRAG IACCC ARO de l’UE Réseau de points focaux mondiaux INTERPOL / StAR Assistant technique StAR Assistant technique ICAR
Existe-t-il / y a-t-il eu une enquête / poursuite nationale concernant cette affaire : 1) dans le pays d’origine, 2) dans le pays de localisation d’avoirs? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Oui, dans le pays d’origine Non Si OUI : Quel est le statut de l’enquête / de la poursuite? Pays d’origine: Pays de localisation d’avoirs: Résultat:	Oui, dans le pays de localisation d’avoirs Je ne sais pas En cours Conclu Je ne sais pas En cours Conclu Je ne sais pas
Un accord est-il prévu pour la restitution et le décaissement des avoirs confisqués ?	Oui, un accord en vertu de l’article 57 (5) de la Convention des Nations Unies contre la corruption est prévu Oui, un accord de partage des avoirs est prévu Oui, un autre accord est prévu : Pas d’accord	

Y a-t-il d’autres facteurs spécifiques qui ont contribué à rendre la confiscation possible dans ce cas ? Par exemple : une équipe d’enquête conjointe internationale, utilisation de mesures d’enquête spécifiques (par exemple, Ordre de la richesse inexpliquée au Royaume-Uni), application de la loi sur l’enrichissement illicite, utilisation du pouvoir de la CRF de suspendre des transactions suspectes, utilisation de mesures de confiscation de valeur équivalente, engagement de personnes privées conseil pour agir au nom du pays d’origine.

➔ Veuillez ajouter un autre cas sur la page suivante ou [passez à la section C3](#)

Quelle était la base légale de la confiscation des avoirs ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation Confiscation sans condamnation (BCN) Actions civiles privées (y compris procédure d’insolvabilité) Exécution d’une ordonnance de confiscation pénale étrangère Exécution de la décision de confiscation d’une BCN étrangère Autre :	Confiscation administrative Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère Règlement N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)																												
Quels réseaux ou partenariats de restitution d’avoirs ont été utilisés pour faciliter cet effort de restitution d’avoirs ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	<table border="0"> <tr> <td>ARIN-AP</td> <td>CARIN</td> <td>ARO de l’UE</td> <td>Assistant technique</td> </tr> <tr> <td>ARIN-CARIB</td> <td>Groupe Egmont</td> <td>Réseau de points focaux mondiaux</td> <td>StAR</td> </tr> <tr> <td>ARIN-EA</td> <td>RRAG</td> <td>INTERPOL / StAR</td> <td>Assistant technique</td> </tr> <tr> <td>ARINSA</td> <td>IACCC</td> <td></td> <td>ICAR</td> </tr> <tr> <td>ARIN-WA</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>ARIN-WCA</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td colspan="4">Autre :</td> </tr> </table>	ARIN-AP	CARIN	ARO de l’UE	Assistant technique	ARIN-CARIB	Groupe Egmont	Réseau de points focaux mondiaux	StAR	ARIN-EA	RRAG	INTERPOL / StAR	Assistant technique	ARINSA	IACCC		ICAR	ARIN-WA				ARIN-WCA				Autre :				
ARIN-AP	CARIN	ARO de l’UE	Assistant technique																											
ARIN-CARIB	Groupe Egmont	Réseau de points focaux mondiaux	StAR																											
ARIN-EA	RRAG	INTERPOL / StAR	Assistant technique																											
ARINSA	IACCC		ICAR																											
ARIN-WA																														
ARIN-WCA																														
Autre :																														
Existe-t-il / y a-t-il eu une enquête / poursuite nationale concernant cette affaire : 1) dans le pays d’origine, 2) dans le pays de localisation d’avoirs? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	<table border="0"> <tr> <td>Oui, dans le pays d’origine</td> <td>Oui, dans le pays de localisation d’avoirs</td> </tr> <tr> <td>Non</td> <td>Je ne sais pas</td> </tr> </table> <p>Si OUI : Quel est le statut de l’enquête / de la poursuite?</p> <table border="0"> <tr> <td>Pays d’origine:</td> <td>En cours</td> <td>Conclu</td> <td>Je ne sais pas</td> </tr> <tr> <td>Pays de localisation d’avoirs:</td> <td>En cours</td> <td>Conclu</td> <td>Je ne sais pas</td> </tr> <tr> <td>Résultat:</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	Oui, dans le pays d’origine	Oui, dans le pays de localisation d’avoirs	Non	Je ne sais pas	Pays d’origine:	En cours	Conclu	Je ne sais pas	Pays de localisation d’avoirs:	En cours	Conclu	Je ne sais pas	Résultat:																
Oui, dans le pays d’origine	Oui, dans le pays de localisation d’avoirs																													
Non	Je ne sais pas																													
Pays d’origine:	En cours	Conclu	Je ne sais pas																											
Pays de localisation d’avoirs:	En cours	Conclu	Je ne sais pas																											
Résultat:																														
Un accord est-il prévu pour la restitution et le décaissement des avoirs confisqués ?	Oui, un accord en vertu de l’article 57 (5) de la Convention des Nations Unies contre la corruption est prévu Oui, un accord de partage des avoirs est prévu Oui, un autre accord est prévu : Pas d’accord																													

Y a-t-il d’autres facteurs spécifiques qui ont contribué à rendre la confiscation possible dans ce cas ? Par exemple : une équipe d’enquête conjointe internationale, utilisation de mesures d’enquête spécifiques (par exemple, Ordre de la richesse inexplicée au Royaume-Uni), application de la loi sur l’enrichissement illicite, utilisation du pouvoir de la CRF de suspendre des transactions suspectes, utilisation de mesures de confiscation de valeur équivalente, engagement de personnes privées conseil pour agir au nom du pays d’origine.

➔ Veuillez ajouter un autre cas sur la page suivante ou [passez à la section C3](#)

Titre du cas¹**Juridiction étrangère impliquée²**

Rôle de votre juridiction dans cette affaire	Pays d'origine	Pays de localisation de l'avoir	Pays de transit
	Pays ayant engagé une action en justice pour recouvrer le produit de la corruption		
	Un rôle différent :		

Montant de l'avoir et devise (au moment de la confiscation)³	Montant de l'avoir	Monnaie
--	--------------------	---------

Date des décisions(s) de confiscation⁶	Date (mois / année ou période) Juridiction
--	---

Exécution des ordonnances de confiscation	Date (mois / année ou période) Juridiction
--	---

Type d'avoir au moment de la confiscation (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier
	Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau
	Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux
	Autre :		

Date de l'ordre de gel / saisie des avoirs⁷ ?	Date (mois / année ou période) Juridiction
---	---

Exécution d'une ordonnance de gel / saisie d'avoirs ?	Date (mois / année ou période) Juridiction
--	---

Comment le gel / saisie des avoirs a-t-il été initié ?	Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire du pays d'origine Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire d'un pays tiers Par une enquête nationale menée par les autorités répressives (indépendamment de la demande étrangère) Par une action de la CRF pour suspendre les transactions suspectes ⁸ Par une action indépendante d'une institution financière ⁹ Différemment :
---	--

Quelle était la base légale de la coopération internationale ? (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	CNUCC	Traité bilatéral d'entraide judiciaire
	Réciprocité	N / A
	Autre base légale (y compris les autres traités multilatéraux) :	

Quelle était la base légale de la confiscation des avoirs ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation Confiscation sans condamnation (BCN) Actions civiles privées (y compris procédure d’insolvabilité) Exécution d’une ordonnance de confiscation pénale étrangère Exécution de la décision de confiscation d’une BCN étrangère Autre :	Confiscation administrative Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère Règlement N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)
Quels réseaux ou partenariats de restitution d’avoirs ont été utilisés pour faciliter cet effort de restitution d’avoirs ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	ARIN-AP ARIN-CARIB ARIN-EA ARINSA ARIN-WA ARIN-WCA Autre :	CARIN Groupe Egmont RRAG IACCC ARO de l’UE Réseau de points focaux mondiaux INTERPOL / StAR Assistant technique StAR Assistant technique ICAR
Existe-t-il / y a-t-il eu une enquête / poursuite nationale concernant cette affaire : 1) dans le pays d’origine, 2) dans le pays de localisation d’avoirs? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Oui, dans le pays d’origine Non Si OUI : Quel est le statut de l’enquête / de la poursuite? Pays d’origine: Pays de localisation d’avoirs: Résultat:	Oui, dans le pays de localisation d’avoirs Je ne sais pas En cours Conclu Je ne sais pas En cours Conclu Je ne sais pas
Un accord est-il prévu pour la restitution et le décaissement des avoirs confisqués ?	Oui, un accord en vertu de l’article 57 (5) de la Convention des Nations Unies contre la corruption est prévu Oui, un accord de partage des avoirs est prévu Oui, un autre accord est prévu : Pas d’accord	

Y a-t-il d’autres facteurs spécifiques qui ont contribué à rendre la confiscation possible dans ce cas ? Par exemple : une équipe d’enquête conjointe internationale, utilisation de mesures d’enquête spécifiques (par exemple, Ordre de la richesse inexplicquée au Royaume-Uni), application de la loi sur l’enrichissement illicite, utilisation du pouvoir de la CRF de suspendre des transactions suspectes, utilisation de mesures de confiscation de valeur équivalente, engagement de personnes privées conseil pour agir au nom du pays d’origine.

 Veuillez ajouter un autre cas sur la page suivante ou [passez à la section C3](#)

Quelle était la base légale de la confiscation des avoirs ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation Confiscation sans condamnation (BCN) Actions civiles privées (y compris procédure d’insolvabilité) Exécution d’une ordonnance de confiscation pénale étrangère Exécution de la décision de confiscation d’une BCN étrangère Autre :	Confiscation administrative Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère Règlement N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)
Quels réseaux ou partenariats de restitution d’avoirs ont été utilisés pour faciliter cet effort de restitution d’avoirs ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	ARIN-AP ARIN-CARIB ARIN-EA ARINSA ARIN-WA ARIN-WCA Autre :	CARIN Groupe Egmont RRAG IACCC ARO de l’UE Réseau de points focaux mondiaux INTERPOL / StAR Assistant technique StAR Assistant technique ICAR
Existe-t-il / y a-t-il eu une enquête / poursuite nationale concernant cette affaire : 1) dans le pays d’origine, 2) dans le pays de localisation d’avoirs? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Oui, dans le pays d’origine Non Si OUI : Quel est le statut de l’enquête / de la poursuite? Pays d’origine: Pays de localisation d’avoirs: Résultat:	Oui, dans le pays de localisation d’avoirs Je ne sais pas En cours Conclu Je ne sais pas En cours Conclu Je ne sais pas
Un accord est-il prévu pour la restitution et le décaissement des avoirs confisqués ?	Oui, un accord en vertu de l’article 57 (5) de la Convention des Nations Unies contre la corruption est prévu Oui, un accord de partage des avoirs est prévu Oui, un autre accord est prévu : Pas d’accord	

Y a-t-il d’autres facteurs spécifiques qui ont contribué à rendre la confiscation possible dans ce cas ? Par exemple : une équipe d’enquête conjointe internationale, utilisation de mesures d’enquête spécifiques (par exemple, Ordre de la richesse inexpliquée au Royaume-Uni), application de la loi sur l’enrichissement illicite, utilisation du pouvoir de la CRF de suspendre des transactions suspectes, utilisation de mesures de confiscation de valeur équivalente, engagement de personnes privées conseil pour agir au nom du pays d’origine.

Pour inclure plus de 5 cas dans une sous-section, veuillez télécharger à nouveau ce questionnaire et ne remplir que la section A et tous les autres cas de la section C.

Notes pour la section C

1. Le titre du cas peut être le nom d'une entité ou d'une personne impliquée (ou prétendument impliquée) ou un identifiant différent peut être utilisé.
 2. Cela concerne les juridictions étrangères impliquées dans cette affaire, par exemple, le pays d'origine où les infractions de corruption sous-jacentes auraient été commises ; pays de localisation d'actifs ; ou un pays tiers qui a engagé une action en justice pour recouvrer des actifs.
 3. En cas de divergence significative entre le montant de l'avoir au moment de la confiscation et le montant de l'avoir au moment de la restitution (par exemple, en raison de coûts d'amortissement ou de liquidation), veuillez indiquer à la fois le montant de l'avoir au moment de la confiscation et le montant de l'avoir au moment de la restitution dans ce champ.
 4. Si la restitution a été effectuée en plusieurs tranches, donnez env. durée des tranches. Si les informations sur le mois / l'année ne sont pas disponibles, veuillez indiquer au moins l'année de la restitution. Si la restitution n'a pas encore eu lieu mais que son achèvement est prévu avant la fin de 2019, veuillez indiquer la date prévue de restitution de l'avoir.
 5. Une tierce partie est définie comme une partie autre que le pays d'origine, le pays de localisation de l'avoir et leurs représentants légaux / financiers.
 6. Voir article 2(g) UNCAC
 7. Voir article 2(f) UNCAC
 8. Voir "Pouvoir de la CRG de suspendre un transaction suspecte » dans le glossaire
 9. Cela concerne les situations dans lesquelles une institution financière décide de geler des avoirs et informe les autorités de leur action (en l'absence d'une ordonnance de gel/saisie d'un tribunal).
-

Section C: Notes supplémentaires (si nécessaire)

S'il vous plaît, notez à quel numéro de dossier vos notes (remarques) supplémentaires se rapportent.